



Déclaration UNSA Education CTSD Bilan de rentrée 12 novembre 2020

Monsieur l'Inspecteur d'académie,

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

La dernière année scolaire a mis à rude épreuve tous les personnels de notre ministère... Mais ces derniers ont tenu la barre, malgré l'adversité et l'absence de réactivité des services ministériels... Si le bateau n'a pas sombré, c'est surtout grâce à l'investissement des personnels de l'Éducation nationale qui y ont laissé pour beaucoup une énergie folle et démesurée. Quand M. Blanquer affirme haut et fort que « Nous sommes préparés à tout », sur le terrain nous constatons que non : consignes floues, manque de moyens en personnels dans le 1^{er} comme le 2nd degré, manque d'équipement des personnels...Non nous ne sommes pas prêts et pour pouvoir l'être nous devons avoir des temps banalisés. Difficile d'exiger des enseignants de mettre en place, dans la précipitation, de nouvelles organisations durant les vacances ! Les personnels de l'Éducation nationale ne s'habituent pas à faire et défaire dans l'urgence. Ils sont exaspérés et en colère. Pendant les congés, à partir des consignes académiques, ils ont d'abord organisé une reprise sous la double contrainte d'un nouveau protocole sanitaire et de l'hommage à notre collègue Samuel Paty avec une rentrée décalée des élèves. Alors que, dans de nombreux territoires, le travail des administrations locales et des équipes en lien avec les collectivités permettait une rentrée décalée à 10h, alors que le travail d'information aux familles avait été réalisé, les personnels ont appris vendredi 30 octobre en fin de journée, que la reprise des élèves se ferait finalement à l'horaire habituel et que les modalités de l'hommage en seraient modifiées.

Finalement notre inquiétude réside dans le fait que la colère et l'épuisement pourraient supplanter la conscience professionnelle de ceux qui font vivre l'École publique au-delà des déclarations médiatiques du ministre. Les exemples locaux qui commencent à fleurir dans certains établissements du second degré en sont le témoignage. Dans le 1^{er} degré, les remontées de terrain montrent des tensions dans les équipes dues aux injonctions contradictoires. Dans tous les écrits, le brassage est interdit mais s'il manque des remplaçants, la hiérarchie, à l'oral, nous demande de répartir ! Ces incohérences pèsent lourdement sur les personnels qui se sentent bien démunis, non soutenus et non protégés entre un protocole à respecter et des réalités de terrain bien différentes.

Nous l'affirmons : Il est urgent de changer de méthodes de gestion de la crise. Sur la forme comme sur le fond. Sur la forme, stop aux annonces qu'il faut ensuite mettre en musique sans avoir d'autres éléments que des déclarations sur les ondes et des lettres et des vidéos aux professeurs. Oui, une situation de crise peut conduire à des décisions rapides mais celles-ci doivent être adressées aux personnels sous la forme d'instructions officielles, avant d'être diffusées ailleurs !

Sur le fond, nous le redisons : non tout n'est pas prêt. Ni pour cette phase sanitaire, ni pour les éventuelles phases suivantes. Il faut des recrutements supplémentaires sur liste complémentaire pour pouvoir pallier les absences de personnels largement prévisibles compte-tenu de la protection nécessaire des personnels vulnérables, des congés maladie et des septaines qui vont croître. Nous avons dit notre opposition à la « réquisition » d'enseignants spécialisés, d'enseignants complétant des décharges de direction, des décharges d'enseignants maîtres formateurs...Cette situation va durer de longs mois, elle ne peut se gérer par ce type de désorganisations et de telles contraintes sur les personnels.

Dans ce contexte de pandémie et de menace terroriste renforcée avec un plan « vigipirate » relevé au niveau « urgence attentats » qui met l'École sous pression, les enseignants, les directeurs d'école, les CPE ont à cœur de prendre leur responsabilité pour que l'École joue pleinement son rôle mais le mode de gestion « ordre et contre-ordre » tire dangereusement sur la corde. L'UNSA Education vous alerte solennellement : les personnels ne tiendront pas indéfiniment.

Malgré le reconfinement, les écoles et les établissements restent ouverts et c'est une bonne chose pour nos élèves. Dans le premier degré, si le fait de pouvoir continuer à accueillir les élèves en présentiel est une bonne nouvelle, le contexte épidémique imposant le calendrier ainsi que la menace terroriste renforcée mettent sous pression les

enseignants des écoles, au premier rang desquels se trouvent les directeurs et directrices d'école. L'actualité démontre une fois de plus le rôle clé des directrices et directeurs d'école dans le 1er degré. Parce que le sens du métier, le sens du devoir font de la réussite des élèves le cœur de leurs missions, ils mettent tout en œuvre, avec leurs équipes, pour permettre les meilleures conditions possibles de reprise, en allant souvent au-delà de ce qui pouvait être attendu d'eux. Le ministère doit se souvenir du rôle primordial et sans faille qu'ils ont joué et devra agir pour leur permettre d'exercer leurs missions dans les meilleures conditions en faisant aboutir concrètement les travaux de l'agenda social. Les directrices et directeurs n'ont que trop attendu.

Dans le second degré, les collèges et les lycées restent ouverts. C'est certes une bonne nouvelle, tant la fermeture de l'an dernier s'est révélée peu satisfaisante. Néanmoins, face à une situation sanitaire appelée à durer voire à se dégrader, des questions doivent être travaillées rapidement. Dans certains établissements où, à la rentrée de septembre, on avait renoncé à certaines contraintes puisque, selon la doxa officielle du moment, « le masque suffisait », on réorganise les circulations d'élèves et le non-brassage des niveaux. Des questions pratiques vont néanmoins se poser pour l'organisation des réunions. Les équipes de vie scolaire pourraient être mises à rude épreuve pour l'organisation des temps de récréation, de restauration et d'internat.

Dans les lycées professionnels on ne peut nier la présence de tensions autour des périodes de formation en milieu professionnel (PFMP). Même si la FAQ répond partiellement à la question du déroulement des PFMP, nous continuons à demander de la souplesse et de l'adaptabilité. En effet, dans ce contexte de crise, de nombreux élèves ne trouvent pas de terrain de stage ou voient leur convention annulée juste avant leur départ.

Cependant de nombreuses questions demeurent. Il est impératif de clarifier les modalités de suivi des élèves en respectant les exigences du statut des PLP et en garantissant leurs conditions de travail.

La charge de travail induite par cette situation particulière doit être prise en compte. Dans une période où les personnels sont déjà très fatigués, il faut tout faire pour les aider à mener au mieux leurs missions exigeantes dans un contexte difficile et face à un public fragile. La voie pro ne doit pas être oubliée des déclarations ministérielles et doit faire l'objet de la même considération que les collèges ou les lycées GT. Par exemple, les attentes sont fortes sur le déroulement des examens... Les enjeux liés au décrochage scolaire et à l'insertion professionnelle sont fondamentaux.

Au-delà de la mise en œuvre du protocole, des questions d'organisation pédagogique se posent. Nous n'étions pas prêts en mars, nous ne sommes guère plus prêts en novembre alors que la situation sanitaire se dégrade, faisant peser de lourdes incertitudes sur la suite de l'année scolaire. On ne peut pas croire que la présence en un lieu clos d'autant de jeunes adultes ait un impact positif sur les contaminations. Depuis la semaine dernière, les lycées ont désormais la possibilité de choisir la mise en place d'un dispositif hybride quand les effectifs le nécessitent afin de permettre le respect du protocole sanitaire. Nous soutenons ce passage aux effectifs réduits. Nous nous interrogeons cependant sur les capacités des équipes à mettre en place l'enseignement à distance dans des conditions favorables à tous, élèves comme enseignants. EN outre, ces nouvelles mesures annoncées comme un soulagement pour les lycées ne pourraient-elles pas être étendues aux collèges ?

Pour l'Unsa Education, tout ne doit pas reposer sur les familles et il faut au plus vite travailler avec les collectivités territoriales et les associations d'éducation populaire pour ouvrir des lieux d'accompagnement des élèves les plus fragiles dans ce travail à distance. Cela passe aussi nécessairement par le recrutement d'AED en urgence au sein des établissements. Nous demandons depuis le printemps des aménagements des programmes. Sans succès jusqu'alors. Le ministère continuera-t-il à s'entêter dans sa politique de l'autruche ?

Nous sommes également inquiets sur la charge de travail des enseignants dans ce contexte sanitaire. En effet, le premier confinement avait provoqué des situations d'épuisement professionnel chez les enseignants. Il ne faut pas que cela se reproduise.

On ne cesse d'entendre que « nous sommes prêts » mais la réalité du terrain montre que partout tout n'est pas prêt. Dans le premier degré on commence à réfléchir à une mise en place de la continuité pédagogique au cas où mais malheureusement tous les outils ne sont pas efficaces.

L'UNSA Education a tout fait et continuera de tout mettre en œuvre pour que l'année scolaire 2020-2021 ne ressemble pas à l'année horrible que nous avons vécue mais nous craignons que le ministre ne mesure pas l'inquiétude que ses hésitations, ses volte-face et sa fausse assurance médiatique génèrent chez les enseignants et l'ensemble de la communauté éducative.

Merci pour votre attention.

Pour l'UNSA Education : Yamina AZZOUG, Hélène MALETERRE, Sabine TURSCHWEL.